United Nations Development Programme

TOGO
Initiation Plan

Project Title	*Appui au processus électoral de 2020 au Togo*
EFFET UNDAF :	*D'ici à 2023, les institutions publiques aux niveaux central et local appliquent de plus en plus les principes de gouvernance inclusive en mettant l'accent sur la responsabilité, la participation des citoyens, l'accès équitable à des services publics de qualité et la cohésion sociale.*
Expected CPD Output(s):	*Output 1.5: Le processus d'élaboration de la Constitution, de gestion des élections, de supervision et réglementation des médias, et consolidation des procédures parlementaires en vue de favoriser l'inclusion, la transparence, la responsabilité et la cohésion sociale ont renforcés.* *Produit 1.6 : Les capacités techniques des structures nationales et locales, des organisations de la société civile, des jeunes et des femmes sont renforcées pour la prévention et la gestion des conflits et la promotion d'une société plus pacifique.*
Période:	Du 15 janvier au 31 décembre 2020
Partenaire d'exécution:	*Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)*

Brief Description

L'objectif principal de ce Plan d'initiation est de contribuer au bon déroulement de l'élection présidentielle de 2020 dans la paix, en fournissant une assistance technique et institutionnelle au gouvernement et aux organisations de la société civile afin de garantir un scrutin inclusif et pacifique. Un soutien sera apporté aux efforts de sensibilisation et d'éducation civique de la société civile, en particulier des organisations de jeunes et de femmes, en matière de prévention des conflits et de résolution pacifique des conflits, compte tenu de la situation sociopolitique sensible qui entoure les questions de réformes constitutionnelles et institutionnelles et l'organisation de cette élection. Bien que le Togo mène depuis mai 2019 les réformes politiques demandées par les différents acteurs sociopolitiques, le climat politique reste marqué par des tensions et une méfiance mutuelle à l'approche de ces élections, considérées comme importantes pour la consolidation de la démocratie au Togo.

Programme Period:	2019 -2023
ATLAS AWARD:	00115494
Atlas Output ID:	00119754
Gender Marker:	GEN 2

Budget total	550.000
Resources allouées	550.000
Resources PNUD	

Approuvé par le PNUD: 14 JAN 2020

Programme des Nations Unies pour le développement PNUD Togo

Aliou Mamadou DIA
Représentant Résident

I. BUT ET PRODUITS ATTENDUS

Le 22 février 2020, les électeurs togolais éliront leur Président pour la période 2020-2025. L'annonce de la date du scrutin présidentiel est intervenue dans un contexte politique sensible marqué par des tensions et la méfiance mutuelle entre les acteurs politiques, particulièrement avec l'annonce de la candidature du Président sortant. Depuis août 2017, les tensions sociopolitiques ont gagné en intensité avec des restrictions des libertés dans certaines parties du pays (notamment dans les villes de Sokodé, Kanté, Dapaong, Kpalimé), dans un contexte de précarité sécuritaire dû à l'expansion des groupes extrémistes et radicaux dans les pays limitrophes du Togo. Cette situation régionale a des impacts considérables sur le processus électoral en cours au Togo.

L'élection présidentielle de 2020 est la première depuis l'adoption des révisions constitutionnelles de 8 Mai 2019. Les articles 59 et 60 de la Constitution révisée limitent le mandat présidentiel à 5 ans, renouvelable une seule fois, et consacre un scrutin majoritaire uninominal à deux tours. L'article 100 nouveau, quant à lui, propose une réorganisation de la Cour Constitutionnelle. Cette dernière réforme a été réalisée en décembre 2019 avec la prestation de serment de sept nouveaux juges[1] sur les neufs prévus par la révision.

S'agissant du financement des élections, le gouvernement a assuré avoir l'essentiel des ressources et le matériel requis est disponible pour l'organisation du scrutin présidentiel.

Un travail préparatoire a été engagé, en amont du processus électoral, par les organes de gestion des élections (la Commission Electorale Nationale Indépendante – CENI - principalement) en 2019, et il est important de citer les étapes importantes franchies à ce jour : la formation des opérateurs de saisie, la révision des listes électorales et la distribution des cartes d'électeur, la publication des règles et conditions régissant l'observation électorale par les organisations de la société civile, l'annonce de la date du premier tour de l'élection, le dépôt des candidatures à la présidentielle, la prestation de serment des nouveaux juges de la Cour constitutionnelle, la prestation de serment devant la Cour constitutionnelle des médecins devant constater l'état de santé physique et mental des candidats à l'élection présidentielle etc.

Malgré les grandes avancées dans l'organisation de l'élection présidentielle, beaucoup de défis à la fois politiques et opérationnels restent à relever. Sur le plan opérationnel, le renforcement des capacités et la mise à jour des connaissances pour les membres de la CENI restent à réaliser. Il est à noter que les autorités togolaises ont reconnu, durant les missions de consultations avec la CENI, certains défis notamment la capacité des acteurs du processus électoral à organiser, animer et conduire ledit processus avec efficacité et professionnalisme.

Sur le plan politique, malgré les mesures de décrispation et d'apaisement annoncées par les autorités togolaises, certains partis de l'opposition et des responsables de la société civile continuent de réclamer l'ouverture d'un dialogue avec le parti au pouvoir pour permettre la recomposition de la CENI et de la Cour Constitutionnelle. Des alliances politiques se nouent entre les partis de l'opposition pour participer à cette élection. Aussi, certaines déclarations de boycott et de contestation de partis de l'opposition, notamment le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) interpellent et appellent à des actions de prévention de la violence potentielles et à la diplomatie préventive.

Avec la situation sécuritaire fragile au Burkina Faso, les tensions politiques en Côte d'Ivoire et le contexte politique très sensible au Bénin, tout conflit, toute violence ou comportement à risque de la part des acteurs politiques au Togo serait préjudiciable au pays, sapera les efforts de développement de ces dernières années et présentera des occasions idéales à l'intrusion des groupes extrémistes et radicaux déjà implantés dans la région.

Conscient de cette réalité, le Gouvernement togolais, à travers le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, dans son courrier du 12 Septembre 2019 au Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, a formulé une requête auprès des Nations Unies. Il s'agira pour les Nations Unies d'appuyer les autorités togolaises pour la sensibilisation de groupes cibles sur les comportements de paix, et le renforcement des capacités en termes de formation et d'équipement des institutions en charge des élections.

Ce PIP s'inscrit non seulement dans la logique des accompagnements que les Nations Unies apporte depuis plusieurs années au Gouvernement mais aussi de façon particulière dans le cadre du Programme conjoint de renforcement des capacités de prévention des conflits sur la période 2018-2023.

La mise en œuvre de ce plan permettra aux acteurs concernés de mettre en place des mécanismes ou de prendre des dispositions pour atténuer les risques de violence pendant la période électorale. Plus précisément, il permettra de:

Output 1 : Les Organismes de gestion électorale ont renforcé leurs capacités dans l'organisation des processus électoraux transparents, crédibles et apaisés

Dans le cadre de ce produit, les Nations Unies appuieront, dans les limites des ressources disponibles, la Commission Electorale, Nationale Indépendante, le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, le Ministère de la sécurité, le ministère des droits de l'homme, la cour constitutionnelle, la Haute autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, la Commission Nationale des droits de l'homme et les autres partenaires de mise en œuvre par des appuis en formation et en équipements.

Il s'agira pour le personnel de la CENI, de bénéficier d'un renforcement des capacités avec des formations appropriées, notamment une formation BRIDGE, ce qui leur permettra d'être conséquemment outillés sur la gestion de tout le processus électoral et d'apporter des réponses aux problèmes éventuels. Cette formation, qui sera conduite par des facilitateurs dûment accrédités, renforcera aussi les compétences du personnel de la CENI.

Vu que la gestion des foules sera un des facteurs à surveiller pendant les grandes étapes et phases du processus électoral, le gouvernement a révisé la loi sur les manifestations publiques pour en renforcer les conditions d'exercice. Il est donc impérieux d'organiser, à l'intention des forces de défense et de sécurité, des sessions de recyclage et de rappel sur le respect de la déontologie, des lois et le respect des Droits de l'Homme en période électorale. Ainsi, il est prévu un recyclage des FDS, qui pourrait s'ancrer sur le programme du fonds de consolidation de la paix (PBF) déjà en cours. Ces renforcements ne nécessiteront pas de budget additionnel.

La Cour Constitutionnelle, garante du respect de la légalité de la Constitution, joue un rôle important dans la gestion des transitions démocratiques et des contentieux électoraux. Au Togo, sa composition est au cœur des tensions politiques et a besoin de communiquer pour la transparence de ses procédures. Ainsi la Cour Constitutionnelle recevra un appui des Nations Unies pour l'organisation des séminaires et rencontres d'informations, et éventuellement du déploiement de ces délégués et observateurs pendant le scrutin.

Enfin, le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, sur la base de la demande adressée au Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et au Représentant Résident du PNUD, recevra un appui pour la sensibilisation et l'éducation à la non-violence et la prévention des conflits. Cet appui permettra la production, de concert avec la CENI, d'un guide général de l'élection présidentielle et de tout autre document de sensibilisation.

Output 2: Le monitoring des Droits de l'Homme est assuré durant le processus électoral

Le respect des Droits de l'Homme pendant le processus électoral est un facteur clé pour prévenir les conflits. Ainsi, il est important de renforcer le staff de la Commission Nationale des Droits de l'Homme au Togo (CNDH) sur les techniques de monitoring des Droits de l'Homme en période électorale. L'intérêt de cette formation réside dans le fait qu'avec la nouvelle loi organique de la CNDH lui permettant d'abriter le mécanisme national de prévention de la torture, de nouveaux commissaires ont prêté serment. Ces nouveaux commissaires ont besoin de renforcement des capacités sur les différents mécanismes de surveillance des Droits de l'Homme surtout en période électorale. L'appui du PNUD tendra vers la constitution d'un pool de compétences internes à utiliser en cas de besoin.

Output 3: Les Organisations de la société civile (OSC), en particulier les organisations de femmes et de jeunes, ont contribué à l'éducation civique, la sensibilisation et la prévention des conflits pendant le processus électoral

La prévention des conflits passe efficacement par la sensibilisation et l'éducation civique pour tous. L'appui mettra l'accent sur les femmes et les jeunes car ils sont considérés comme des acteurs importants de ce processus d'éducation. Ils sont aussi des victimes privilégiées des violences surtout en période électorale où

ils sont habituellement mobilisés pour la cause des candidats. L'expérience du PNUD a montré que les jeunes sont des vecteurs de changement s'ils sont bien encadrés et orientés. Un appel à projet sera lancé pour appuyer des organisations crédibles de jeunes, d'envergure nationale pour mener des actions de sensibilisation et d'éducations civique.

Un accent particulier sera mis sur les femmes pour prévenir des violences basées sur le genre. Sur cet aspect, il est prévu d'établir « ***des cases de veille femme et jeunes*** » qui seront pilotés par des organisations de femmes (WILDAF, GF2D, REFAMP et Groupe de travail, femmes, paix et sécurité de la CEDEAO, le Conseil national de la jeunesse et le Centre de documentation et de formation en droit de l'homme et le Réseau ouest africain d'édification de la paix(West African Network for peacebuilding, WANEP Togo).

Sur ces actions, la contribution des autres acteurs, notamment UNOWAS, UNFPA, UNICEF et de la CEDEAO, sera sollicitée.

Output 4 : Une plateforme des organisations des médias pour une élection sans violence est mise en place.

La diffusion de l'information en période électorale a été, à plusieurs reprises, à l'origine des moments de tensions et de violences au Togo. Pour cette élection présidentielle, il est prévu d'appuyer les médias et la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication (HAAC) pour s'assurer d'une bonne couverture respectant les règles de la déontologie et l'impartialité dans le traitement des informations. L'objectif de cette plateforme est de permettre aux médias d'accompagner avec professionnalisme et impartialité, le processus électoral pour un scrutin apaisé. Il s'agira de façon concrète d'appuyer l'Observatoire Togolais des Médias dans la mise en place d'un centre d'observation électorale des médias pour faciliter la couverture du processus électoral.

II. ARRANGEMENTS DE GESTION

Les activités du Plan seront implémentées sur l'ensemble du territoire national du Togo. La coordination sera logée au PNUD et au Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies.

Les activités seront exécutées par les autorités togolaises, en l'occurrence la CENI, le Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, le Ministère de la sécurité et de la protection civile, le Ministère des droits de l'homme, la Commission Nationale des Droits de l'Homme, de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication et de la Cour Constitutionnelle.

Des structures et organisations de femmes et de jeunes de la société civile seront identifiées pour mener les activités en partenariat avec les agences des Nations Unies.

Dans la mise en œuvre de ce plan, des points focaux seront désignés dans les différentes agences, les ministères et les institutions et structures bénéficiaires clefs, notamment la CENI, la Cour Constitutionnelle, ainsi que la HAAC.

Des dispositifs de collaboration seront également établis avec les autres projets du Pilier Gouvernance du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

L'audit du projet se fera conformément aux exigences des règles et procédures du PNUD.

III. SUIVI

Le PIP suivra la procédure standard du PNUD en matière de rapports, de suivi et d'évaluation. Celle-ci comprend le suivi de la mise en œuvre des travaux, la production de mise à jour des progrès et le suivi des progrès sur la base des indicateurs et des critères de référence et la présentation de rapports sur l'utilisation des ressources conformément au plan de travail approuvé.

Conformément aux exigences établies, des rapports d'activité d'étape seront établis pour faire le point sur les résultats obtenus, les projections et les problèmes, risques et enseignements tirés de la mise en œuvre du PIP. Le cadre de suivi des progrès. Les rapports mensuels seront établis selon le modèle fourni par le cadre.

Un rapport final sera préparé après la finalisation du PIP.

IV. PLAN DE TRAVAIL

Période: 24 JANVIER- 31 DECEMBRE 2020

Produits attendus	Activités planifiées	PERIODE											PARTIES RESPONSABLE	PLANNED BUDGET		
		J	F	M	A	J	J	A	S	O	N	D		Sources financement	Description de budget	MONTANT
Output 1 : Les Organismes de gestion électorale ont renforcé leurs capacités dans l'organisation des processus électoraux transparents, crédibles et apaisés *Indicateur :* *Baseline : Nombre d'Organismes de gestion électorale renforcés* *Cibles 6*	1. Renforcement de la CENI • Education citoyenne pour les électeurs et les autres parties prenantes du processus • Appui logistique (matériel informatique)												CENI	PNUD		700000
	2. Amélioration de la gestion des foules en période électorale • Formation/recyclage des forces de l'ordre et de sécurité en maintien de l'ordre • Sensibilisation sur le rôle des forces de l'ordre et de sécurité dans le processus électoral • Installation des comités préfectoraux et cantonaux de prévention de l'extrémisme violent												MSPC	PNUD		70000
	3. Appui à la Cour Constitutionnelle pour l'organisation des séminaires et rencontres d'information et formation des délégués												Cour Constitutionnelle	PNUD		40.000

	4. Le processus électoral est apaisé • Sensibilisation des populations à la paix et la non-violence pendant le processus électoral												MATDCL	PNUD		100000
Output 2 : Le monitoring des Droits de l'Homme est assuré durant le processus électoral *Indicateur :* *Existence de mécanisme national de suivi de la situation des droits de l'homme en période électoral* *Baseline: NON* *Cible :OUI*	Renforcement des capacités du personnel et des consultants de la CNDH et du MDHRIR pour assurer le monitoring des Droits de l'Homme pendant le processus électoral Monitoring de la situation des droits de l'homme												MDHRIR CNDH	PNUD		100000

Output 3 : Les Organisations de la société civile, en particulier les organisations de femmes et de jeunes, ont contribué à l'éducation civique, la sensibilisation et la prévention des conflits pendant le processus électoral *Indicateur: Nombre de personnes touchées par les campagnes de sensibilisations sur la non-violence en période électorale* *Baseline: 0* *Cible:2000000*	Les populations préviennent les conflits durant le processus électoral • Organisation des sensibilisations et éducations des populations notamment les jeunes et les femmes									OSC de femmes et de jeunes	PNUD		100000

Output 4 : Une plateforme des organisations des médias pour une élection sans violence est mise en place *Indicateur :* *Nombre d'émissions sur la prévention des conflits en période électorale réalisées* *Baseline : 0* *Cible : 100*	Les médias communiquent mieux pour prévenir les violences durant le processus électoral • Appui à la mise en place de la plateforme multi médias des organisations de la presse pour la couverture du processus électoral Appui au monitoring des médias • Appui à la HAAC pour l'organisation du monitoring des médias							HAAC OTM	PNUD		20000 40.000
	Suivi/communication/visibilité										**10000**
TOTAL											**550000**